

CHAPITRE IV
*Dispositions modificatives,
transitoires et finales*

Art. 15. Au tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, sous l'intitulé « II. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française, Section A, Personnel administratif » et sous l'intitulé « I. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue néerlandaise, Section A, Personnel administratif », les grades suivants sont insérés :

- au rang 12 : conseiller en informatique (Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique);
- au rang 13 : conseiller-expert en informatique (Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique);
- au rang 14 : conseiller-directeur en informatique (Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique).

Art. 16. Tant qu'aucun des conseillers en informatique ne satisfait à la condition prévue par l'article 5, alinéa 3, la gestion journalière du B.C.I. est assurée par un fonctionnaire désigné pour un terme renouvelable de cinq ans par le Roi sur la proposition du Ministre, parmi les agents du département de l'Intérieur et de la Fonction publique qui appartiennent au moins au rang 15 et qui auront en outre une expérience en matière d'informatisation des services publics ou parmi les conseillers en informatique qui comptent au moins 5 ans d'ancienneté de grade dans cette qualité.

Cette désignation peut être renouvelée.

Art. 17. Jusqu'à l'entrée en service effective des conseillers en informatique, les informaticiens de la Section Informatique et Organisation du Service d'Administration générale exécutent les tâches prévues aux articles 3 et 4 du présent arrêté.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur Belge*.

Art. 19. Nos Ministres qui ont l'informatisation des services publics et la fonction publique dans leurs attributions sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 septembre 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
de la Modernisation des Services publics
et des Institutions scientifiques et culturelles nationales,

L. TOBBACK

Le Ministre de la Fonction publique,
R. LANGENDRIES

HOOFDSTUK IV
Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 15. In de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de rijksbesturen kunnen titularis zijn, worden onder het opschrift « I. Alfabetische rangschikking van de Nederlandse benamingen, Afdeling A, Administratief personeel », en onder het opschrift « II. Alfabetische rangschikking van de Franse benamingen, Afdeling A, Administratief personeel », de volgende graden ingevoegd :

- in rang 12 : adviseur in informatica (Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt);
- in rang 13 : adviseur-deskundige in informatica (Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt);
- in rang 14 : adviseur-directeur in informatica (Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt).

Art. 16. Zolang geen van de adviseurs in informatica aan de in artikel 5, derde lid, gestelde voorwaarden voldoet, wordt het dagelijks beheer uitgeoefend door een ambtenaar die voor een vernieuwbare termijn van 5 jaar door de Koning wordt aangewezen. Hij wordt voorgedragen door de Minister, onder de ambtenaren van het departement van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt die tenminste tot rang 15 behoren en die ervaring hebben op het vlak van informatisering van de openbare diensten of onder de adviseurs in informatica met tenminste 5 jaar graadanciënniteit in die hoedanigheid.

Deze aanwijzing is hernieuwbaar.

Art. 17. Tot de effectieve indiensttreding van de adviseurs in informatica, voeren de informatici van de Sectie Informatica en Organisatie van de Dienst Algemeen Bestuur de in de artikelen 3 en 4 bepaalde taken uit.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 19. Onze Ministers die bevoegd zijn voor de modernisering van de openbare diensten en voor het openbaar ambt zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 september 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
van de Modernisering van de Openbare Diensten
en van de Nationale Wetenschappelijke
en Culturele Instellingen,

L. TOBBACK

De Minister van Openbaar Ambt,
R. LANGENDRIES

F. 91 — 3871

[C — 59700]

**Arrêté royal relatif à la politique d'informatisation
dans les services publics**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a non seulement trait à la coordination de l'informatique dans les services publics, mais aussi à l'amélioration ou à l'organisation plus efficace de toute la politique d'informatisation des services publics. Il remplace l'arrêté du 12 mai 1981 exécutant l'article 34 de la loi du 23 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975, en ce qui concerne l'organisation, la coordination et le contrôle de l'informatique dans les services publics.

Comparé aux arrêtés antérieurs, l'arrêté du 12 mai 1981 avait déjà introduit des procédures et des structures plus simples pour le contrôle et la coordination des marchés informatiques.

N. 91 — 3871

[C — 59700]

**Koninklijk besluit betreffende het informaticabeleid
in de overheidsdiensten**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen heeft tot doel niet alleen de coördinatie van de informatica van de openbare diensten, maar het volledige informaticabeleid van de overheid doeltreffend te organiseren of te verbeteren.

Het vervangt het voorgaande besluit van 12 mei 1981 dat werd genomen in uitvoering van artikel 34 van de wet van 23 december 1974 betreffende de budgettaire voorstellen 1974-1975, wat de organisatie, coördinatie en controle van de informatica in de openbare diensten betreft.

Het besluit van 12 mei 1981 had, ten opzichte van de vorige besluiten, reeds eenvoudiger procedures en structuren ter controle en coördinatie van de informaticaopdrachten ingevoerd.

Le but poursuivi n'était, malgré tout, que partiellement atteint, dans le sens que l'aspect de coordination de la politique et des programmes informatiques passait au second plan et que seul le contrôle était exercé de façon plus stricte.

Ce contrôle ne constituait pourtant pas un objectif en soi, mais devait, en principe, permettre de mener à bonne fin la mission de coordination et de promouvoir ainsi le développement harmonieux et ordonné de l'informatique dans les services publics.

Le présent arrêté a donc pour but de combler les lacunes constatées lors de l'application de l'arrêté royal du 12 mai 1981; l'accent a par conséquent glissé du contrôle vers une meilleure coordination et assistance de l'informatisation des services publics.

Champ d'application

Le champ d'application de l'arrêté royal du 12 mai 1981 s'étendait aux administrations et autres services et aux services d'intérêt public visés à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

L'avancement de la régionalisation de l'Etat belge a mené à transfert de certaines compétences vers les Régions et les Communautés et par conséquent à la régionalisation d'un nombre d'administrations. Le champ d'application du présent arrêté a trait aux administrations et services qui relèvent toujours de la compétence des administrations et autres services nationaux, tel que prévu à l'article 1er.

Les entreprises publiques dotées d'un statut autonome et quelques institutions publiques de crédit ne tombent plus dans le champ d'application du présent arrêté.

Le champ d'application « ratione materiae » est délimité à l'article 2 du présent arrêté.

Conformément à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment aux articles 68, 70 et 87, il y a lieu de faire une distinction entre les marchés relatifs aux services de télécommunication et aux appareils terminaux visés ou non par cet arrêté.

Outre les prolongations des marchés informatiques et les modifications, telles que définies à l'article 2-2^o-d, doivent elles-aussi, être considérées comme des marchés tombant dans le champ d'application du présent arrêté.

Il est évident que le seuil de 6 millions de francs, dont question à l'article 10, doit également être pris en considération.

La politique informatique des autorités publiques

Tout en prenant un peu de distance par rapport aux strictes activités de contrôle, le présent arrêté insiste sur la politique informatique des autorités publiques et sur l'utilisation de l'informatique par les autorités publiques.

La coordination des moyens informatiques des services publics, au sens le plus large du mot, passe à l'avant-plan. Cette coordination sera entre autres réalisée par l'élaboration d'un plan général d'informatisation des services publics, approuvé par le Conseil des Ministres. Ces services inscriront leurs schémas-directeurs et leurs projets d'informatisation dans cette perspective.

Le contrôle relève de la compétence du Ministre qui a l'informatisation des services publics dans ses attributions; annuellement il présentera un rapport résumant l'état de la question à ses collègues. Dorénavant il n'est plus question du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, comme Ministre compétent, mais bien du Ministre qui a l'informatisation des services publics dans ses attributions.

Ce Ministre doit également pouvoir agir comme coordinateur par excellence en matière d'activités et d'événements nationaux et internationaux relatifs à l'informatique dans les services publics, tant au niveau national qu'international.

Comme il était déjà prévu par certaines dispositions de l'arrêté royal de 1981, qui n'ont cependant jamais été appliquées, il se fera aider par une Commission Consultative Interdépartementale en Informatique d'une part et par le Bureau-conseil en informatique d'autre part.

La Commission Consultative Interdépartementale en Informatique sera la pierre angulaire de la coordination et de l'élaboration de la politique informatique dans les services publics. Le fait qu'elle est composée de fonctionnaires venant de plusieurs départements et ayant une grande expérience dans le secteur de l'informatique, permettra une bonne compréhension des problèmes importants, créera un processus de coordination solide et permettra de faire des propositions réalistes en la matière au Gouvernement et aux autres services concernés. Sont entre autres visés la politique relative au personnel, les mesures de coordination, les considérations en matière d'investissements...

Le Conseil des Ministres arrête la politique générale d'informatisation, qui est traduite dans un plan général d'informatisation. Ce

Desondanks werd het beoogde doel slechts gedeeltelijk bereikt in die zin dat het aspect van coördinatie van het beleid en de informatieprogramma's op de achtergrond raakten en alleen de controle strikt uitgevoerd werd.

Deze controle was echter geen doel op zichzelf, doch moest in principe toelaten de coördinatieopdracht tot een goed einde te brengen en aldus een harmonieuze en geordende ontwikkeling van de informatica in de openbare diensten te bevorderen.

Het huidige besluit wil dan ook tegemoetkomen aan de tekorten die tijdens een jarenlange ervaring van toepassing van het koninklijk besluit van 12 mei 81 werden vastgesteld en verschuift het accent van de controle naar meer en betere coördinatie en bijstand bij het informatiseren van de overheidsdiensten.

Toepassingsveld

Het toepassingsveld van het vorige koninklijk besluit van 12 mei 1981 reikte tot alle Rijksbesturen en andere diensten en tot de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel één van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Ingevolge de verdere regionalisering van de Belgische Staat zijn een aantal bevoegdheden overgeheveld naar de Gewesten en Gemeenschappen en zijn bijgevolg ook een aantal Rijksbesturen geregionaliseerd.

Het toepassingsveld van het huidig koninklijk besluit strekt zich dan ook uit tot de nationaal gebleven Rijksbesturen en diensten, zoals vermeld in artikel 1.

De overheidsbedrijven met een autonoom statuut en enkele openbare kredietinstellingen vallen evenmin nog onder de toepassing van dit besluit.

In artikel 2 van dit besluit wordt het toepassingsveld « ratione materiae » afgebakend.

Het onderscheid tussen al of niet door dit besluit geïndiceerde opdrachten inzake telecommunicatiediensten en eindapparatuur, dient gemaakt zoals in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, meer bepaald in de artikelen 68, 70 en 87.

Naast de verlengingen van informaticaopdrachten dienen ook de wijzigingen ervan, zoals omschreven in artikel 2, 2^o d, beschouwd te worden als opdrachten die onder de toepassing vallen van dit besluit.

De inachtneming van de drempel van zes miljoen frank waarvan sprake in artikel 10 van het besluit blijft uiteraard hier ook gelden.

Het informaticabeleid van de overheid

Dit besluit legt de nadruk op het informaticabeleid van de overheid en op het gebruik van informatica door de overheid, terwijl meer afstand genomen wordt van de strikte controleactiviteiten.

De coördinatie, in de ruimste zin van het woord, van de informatiemiddelen van de overheid wordt op het voorplan geschoven. Dit zal onder meer gebeuren via het uitwerken van een algemeen plan voor de informatisering van de openbare diensten, dat door de Ministerraad goedgekeurd wordt. Deze diensten zullen hun stuurplannen en hun informatiseringsprojecten inschrijven in deze optiek.

Hierop houdt de Minister tot wiens bevoegdheid de informatisering van de openbare diensten behoort toezicht en jaarlijks zal hij aan zijn collega's verslag uitbrengen over de stand van zaken. Voortaan wordt ook niet meer gesproken van de Minister tot wiens bevoegdheid Openbaar Ambt behoort als bevoegde Minister, maar wel van de Minister tot wiens bevoegdheid de Informatisering van de openbare diensten behoort.

Deze Minister moet zich ook kunnen opstellen als de coördinator bij uitstek inzake nationale en internationale gebeurtenissen en activiteiten op het vlak van overheidsinformatica.

Hij zal zich, zoals reeds voorzien was in het koninklijk besluit van 1981, maar nooit gerealiseerd, laten bijstaan in deze taak door enerzijds een Interdepartementale Raadgevende Commissie voor Informatica en anderzijds door het Adviesbureau voor informatica.

De Interdepartementale Raadgevende Commissie zal een hoeksteen zijn van de coördinatie en van de beleidsvorming inzake overheidsinformatica. Het feit dat zij samengesteld is uit ambtenaren met een belangrijke informatica-ervaring en afkomstig uit verscheidene departementen, zal toelaten dat de belangrijke problemen goed begrepen worden, dat men tot een degelijk coördinatieproces komt en dat haalbare voorstellen aan de Regering en aan de overige betrokkenen worden overgemaakt. Hieronder worden onder meer verstaan het personeelsbeleid, de coördinatie-maatregelen, investeringsbeschouwingen...

De Ministerraad bepaalt het algemeen informaticabeleid dat omschreven wordt in het algemeen informaticaplan. Dit plan wordt

plan est exécuté par les différents services publics, qui élaborent leurs programmes et marchés informatiques dans ce sens. La notion de programmes informatiques a évolué vers celle de schémas-directeurs en informatique. Les schémas-directeurs informatiques seront conçus dans une optique stratégique et tiendront e.a. compte des différents niveaux de responsabilité dans les services, de leur degré d'informatisation et des conditions spécifiques propres aux missions à accomplir.

Les points importants à mentionner dans un schéma-directeur stratégique, seront entre autres les objectifs poursuivis, les grandes lignes des options technologiques, les solutions proposées, les estimations des coûts, les besoins en matière de personnel et les aspects relatifs à l'organisation. Des informations précises à ce sujet seront divulguées par circulaire.

Le Bureau-conseil en informatique est principalement chargé de trois missions. La première mission est une mission de coordination en matière d'informatisation des services publics au sens le plus large du mot. Une deuxième tâche a trait à des activités de consultation : en effet, le Bureau-conseil agit comme organe d'avis pour tous les services publics qui le lui demandent. Les conseillers en informatique du Bureau-conseil seront d'ailleurs mis à la disposition d'un ou de plusieurs membres du Gouvernement. Par conséquent, ils seront bien au courant de la problématique du département concerné et la personne par excellence pour émettre un avis individuel sur les dossiers informatiques de ce département et/ou service.

En fin de compte, le Bureau-conseil est aussi chargé d'une mission de contrôle, comme prévue à l'article 10 de cet arrêté; ce contrôle est conçu dans une optique constructive.

La coordination

L'arrêté du 12 mai 1981 stipulait que le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions et le Comité ministériel de Coordination économique et sociale sont compétents pour la coordination et le contrôle de l'informatique dans les services publics.

Les programmes informatiques, arrêtés tous les trois ans, constituaient un support considérable en cette matière.

Ces plans ont cependant échoué pour diverses raisons. D'une part, parce qu'il n'y avait pas de politique générale informatique et que les programmes informatiques n'ont pu être réalisés que partiellement. D'autre part, parce que les procédures administratives et budgétaires pesaient lourdement sur l'informatisation des services publics.

Cette tâche a été compliquée et le contrôle rendu relativement inefficace par l'absence de critères explicites, servant de base pour l'appréciation des dossiers informatiques. Dorénavant le contrôle portera entre autres sur la vérification de la conformité des projets informatiques au schéma-directeur informatique du département ou du service et de l'intégration de ce dernier plan dans le plan général d'informatisation du Gouvernement.

Mesures en matière d'avis

Le chapitre 3 du présent arrêté comprend des modifications axées sur une participation augmentée de tous les experts des services publics sur le plan de la coordination et du contrôle de cette matière. Cela se fera par le biais des membres du Bureau-conseil en informatique. Le Bureau-conseil dispose de plus de moyens et de personnel pour mener à bien ces missions.

Les avis relatifs aux dossiers informatiques seront émis au début de la procédure et seront désormais rendus au stade de projet de cahier spécial des charges, comme prévu à l'article 10, paragraphe 1^{er}.

En vue d'une approche plus efficace des dossiers informatiques et d'une simplification des procédures actuellement en vigueur, le seuil financier déterminant l'intervention du Ministre qui a l'informatisation des services publics dans ses attributions a été fixé à six millions de francs.

Un dossier informatique qui dépasse ce montant estimé, doit être présenté pour avis au Bureau-conseil en informatique.

L'objectif est de fournir aux autorités chargées de l'examen ultérieur du projet un avis sur lequel ils peuvent se baser. La contribution du Bureau-conseil en informatique constitue dès lors un apport positif dans la procédure.

L'approbation du dossier informatique, prévue dans la réglementation antérieure, chaque fois que le dossier atteignait un montant de 20 millions de francs, est supprimée et remplacée par une intervention du Conseil des Ministres chaque fois que le marché informatique a trait à des fournitures, dont le montant estimé dépasse les 60 millions de francs, ou à des services dont le montant estimé s'élève à plus de 20 millions de francs. Cette intervention se situe également plus tôt dans la procédure du dossier informatique, c'est-à-dire immédiatement après l'intervention du Bureau-conseil en informatique, au stade du projet de cahier spécial des charges.

Le Conseil des Ministres se prononcera sur l'opportunité de la proposition.

ten uitvoer gebracht door de onderscheiden openbare diensten, die hun informaticaprogramma's en opdrachten in die zin opstellen. De notie van informaticaprogramma's is ondertussen eigenlijk reeds vervangen door deze van informaticastuurplannen. Deze informaticastuurplannen zullen opgevat worden in een strategische optiek en onder meer rekening houden met de onderscheiden niveaus van verantwoordelijkheid binnen de diensten, met de graad van informatisering ervan en met de specifieke voorwaarden eigen aan de taakafhandeling.

De grote punten die aldus in een strategisch informaticastuurplan zullen vermeld zijn, zijn onder andere de nagestreefde doeleinden, de grote lijnen van de technologische opties, de oplossingen die voorgesteld worden, de kostenraming hiervoor, de nodige middelen aan personeel en de organisatieaspecten. Nadere gegevens daaromtrent zullen per omzendbrief verspreid worden.

Het Adviesbureau voor informatica is in hoofdzaak belast met drie taken. De eerste taak is een coördinatietak op het vlak van informatisering van de openbare diensten in de ruimste zin van het woord. Een tweede taak omhelst « consultancyactiviteiten »; het Adviesbureau zal immers optreden als adviserend orgaan voor alle openbare diensten die dit vragen. De adviseurs in informatica van het Adviesbureau zullen bovendien ter beschikking gesteld worden aan één of meerdere Regeringsleden. Ze zullen bijgevolg de problematiek van het betrokken departement goed kennen en de persoon bij uitstek zijn om individueel een advies te geven over de informaticadossiers van dit departement en/of dienst.

Tenslotte rest nog voor een deel een controletak, zoals bedoeld in artikel 10 van dit besluit, die in een constructieve optiek is opgevat.

De coördinatie

Het besluit van 12 mei 81 bepaalde dat de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort en het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie bevoegd zijn voor de coördinatie en controle van de overheidsinformatica.

De driejaarlijkse informaticaprogramma's moesten daarbij een belangrijk hulpinstrument zijn.

Om diverse redenen mislukte het opzet van toen. Enerzijds kwam er geen algemeen informaticabeleid en de informaticaprogramma's werden om een aantal redenen slechts gedeeltelijk gerealiseerd. Anderzijds wogen de budgettaire en administratieve procedures ook zwaar door op de informatisering van de openbare diensten.

Het uitblijven van duidelijke criteria, op basis waarvan de informaticadossiers beoordeeld dienden te worden, maakte deze taak ook moeilijker en de controle ondoeltreffend. Nu zal de toetsing onder andere bestaan uit het nagaan van de conformiteit van de informaticaprojecten met het informaticastuurplan van het departement of van de dienst en van het passen van dit laatste in het algemeen informaticaplanning van de Regering.

Adviesmaatregelen

In hoofdstuk 3 van dit besluit zijn wijzigingen opgenomen die gaan in de richting van een grotere inspraak van alle overheidsspecialisten in de coördinatie en opvolging van deze materie. Dit gebeurt via de leden van het Adviesbureau voor informatica. Het Adviesbureau is, met het oog op een goede uitvoering van deze opdrachten, ook beter uitgerust op het vlak van personeel en middelen.

Het verstrekken van een advies betreffende de informaticadossiers is vooruit geschoven in de procedure en zal voortaan plaats hebben in het stadium van ontwerp van bestek, zoals gesteld in artikel 10, paragraaf 1.

Met het oog op een efficiëntere aanpak van de informatiseringsdossiers en op een vereenvoudiging van de thans van kracht zijnde procedures, werd de financiële drempel voor de tussenkomst van de Minister tot wiens bevoegdheid de informatisering van de openbare diensten behoort vastgesteld op zes miljoen frank.

Boven dit geraamd bedrag moet het informaticadossier aan het Adviesbureau voor informatica worden overgemaakt voor advies.

De bedoeling is duidelijk dat de overheden die later het dossier verder moeten beoordelen, kunnen steunen op dit advies. De bijdrage van het Adviesbureau voor informatica zal aldus werkelijk een positieve inbreng betekenen in de procedure.

De goedkeuring van het informaticadossier die in de vorige reglementering voorzien was, telkens het dossier het bedrag van twintig miljoen frank bereikte, is nu weggefallen en vervangen door een tussenkomst van de Ministerraad telkens een informaticaopdracht betrekking heeft op leveringen voor een geraamd bedrag van meer dan zestig miljoen frank of op diensten voor een geraamd bedrag van meer dan twintig miljoen frank. Deze tussenkomst situeert zich eveneens in een vroeger stadium van afwerking van het informaticadossier, namelijk onmiddellijk na de tussenkomst van het Adviesbureau in het stadium van ontwerp van bestek.

De Ministerraad zal zich uitspreken over de opportuniteit van het voorstel.

Cet assouplissement de la réglementation résulte également du fait que l'intégration de l'informatique dans les services publics a atteint un tel niveau que le maintien des contrôles extraordinaires c'est-à-dire des contrôles qui s'ajoutent aux procédures déjà prévues dans la réglementation relative aux marchés publics ne se justifie plus.

L'article 10, paragraphes 2 et 3, du présent arrêté prévoit une procédure de recours, au cas où le Ministre qui a introduit un dossier pour avis, ne peut souscrire l'avis rendu. Ce recours peut être introduit auprès du Ministre qui a l'informatisation des services publics dans ses attributions, ce dernier se prononce alors lui-même sur l'avis litigieux.

Une deuxième possibilité de recours est ouverte devant le Conseil des Ministres.

L'article 12 prévoit une obligation d'information pour tous les services et Administrations se trouvant dans le champ d'application du présent arrêté et qui ont passé un marché informatique.

Cette obligation d'information a posteriori implique que le Bureau-conseil en informatique soit informé de l'objet du marché passé, du fournisseur ou du prestataire de services à qui il a été attribué, du nombre et de l'identité des soumissionnaires, du mode de passation du marché et de son montant total. Les modifications et résiliations des marchés passés seront également communiquées. Cette obligation d'information est d'une importance majeure pour les activités de coordination et de consultation du Bureau-conseil.

L'article 13 prévoit explicitement la possibilité pour les ministres et secrétaires d'état concernés ainsi que pour les autorités de contrôle de demander l'avis du Bureau-conseil en informatique dans d'autres stades des procédures ou encore concernant des questions qui ne sont pas explicitement visées par le présent arrêté.

Telles sont les lignes de force de l'arrêté royal que nous soumettons à l'approbation de Votre Majesté.

Nous avons l'honneur d'être, Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales,

L. TOBACK

Deze versoepeling in de reglementering spruit ook voort uit het feit dat de informatica ondertussen zo ver ingeburgerd is in de openbare diensten, dat het behouden van buitengewone controles, dit wil zeggen controles naast de procedures die reeds voorzien zijn in de overheidsopdrachtenreglementering, niet meer verantwoord is.

Artikel 10, paragrafen 2 en 3 van dit besluit voorziet een beroepsprocedure indien de Minister, die het dossier voor advies heeft ingediend, het niet eens kan zijn met het verstrekte advies. Dit beroep kan ingediend worden bij en beslecht worden door de Minister tot wiens bevoegdheid de informatisering van de openbare diensten behoort.

Een tweede beroepsmogelijkheid blijft openstaan bij de Minister-raad.

In artikel 12 wordt een plicht tot informatie voorzien voor alle diensten en Rijksbesturen die onder toepassing van dit besluit vallen en die overgegaan zijn tot de gunning van een informaticaopdracht.

Deze informatieplicht a posteriori bestaat erin het Adviesbureau voor informatica in kennis te stellen van het voorwerp van de gegunde opdracht, van de leverancier of dienstverlener aan wie ze gegund werd, van het aantal en de identiteit van de inschrijvers, de gevolgde gunningswijze en het totale bedrag van de opdracht. Ook de wijzigingen en opzeggingen van gegunde opdrachten zullen meegedeeld worden. Deze informatieplicht is van groot belang voor de coördinatie en adviserende werkzaamheden van het Adviesbureau.

Artikel 13 tenslotte voorziet uitdrukkelijk de mogelijkheid voor de betrokken ministers en staatssecretarissen alsook voor de controleautoriteiten om in andere stadia van de procedures of voor aangelegenheden die niet noodzakelijkerwijze onder de toepassing van dit besluit vallen om een advies te vragen aan het Adviesbureau voor informatica.

Dit zijn de krachtlijnen van het koninklijk besluit dat wij aan de goedkeuring van Uwe Majesteit onderwerpen.

Wij hebben de eer te zijn, Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en
zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse Zaken,
van de Modernisering van de Openbare Diensten
en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen,

L. TOBACK

[C — 59700]

26 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté royal relatif à la politique d'informatisation dans les services publics

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975, notamment l'article 34 et l'article 34bis, inséré par la loi du 21 mars 1991;

Vu l'avis de la Commission des Marchés publics;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Modernisation des Services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Le présent arrêté est applicable :

a) aux administrations et autres services de l'Etat;

b) aux organismes d'intérêt public visés à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public qui ne relèvent pas de la compétence des Communautés ou Régions, à l'exception de la Régie des Télégraphes et Téléphones, la Régie des Postes, la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, la Régie des Voies Aériennes, la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, la Caisse Nationale du Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire et l'Institut national de crédit agricole.

[C — 59700]

26 SEPTEMBER 1991. — Koninklijk besluit betreffende het informatica-beleid in de overheidsdiensten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wézen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 december 1974 betreffende de budgettaire voorstellen 1974-1975, inzonderheid op artikel 34 en op 34bis, ingevoegd bij de wet van 21 maart 1991;

Gelet op het advies van de Commissie voor Overheidsopdrachten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en van onze Minister van Binnenlandse Zaken en Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing :

a) op de Rijksbesturen en andere Rijksdiensten;

b) op de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op de instellingen van openbaar nut en die niet onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen of Gewesten vallen, met uitzondering van de Regie van Telegrafie en Telefonie, de Regie der Posterijen, de Nationale Maatschappij voor Belgische Spoorwegen, de Regie der Luchtweegen, de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, de Nationale Kas voor Beroepskrediet, het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet en het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet.

Art. 2. § 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « services publics » : les administrations, les services et les organismes visés à l'article 1er;

2° « le Ministre » : le Ministre ayant l'informatisation des services publics dans ses attributions;

3° « B.C.I. » : le Bureau Conseil en informatique, créé par arrêté royal du 26 septembre 1991;

4° « Commission interdépartementale » : la « Commission Consultative Interdépartementale en Informatique » dont la création est prévue par l'article 8;

5° « Ministre compétent » : le Ministre qui exerce sur les services publics l'autorité hiérarchique ou le pouvoir de contrôle.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « informatique » : la gestion et le traitement automatisé de l'information, sous forme de données, textes, images et voix, y compris la bureautique, à l'exception :

a) de la seule transmission de l'information;

b) des systèmes ou appareils faisant partie d'un ensemble plus important, ayant une destination autre que le traitement de données et dont la partie traitement de données représente moins que la moitié de la valeur totale;

c) des appareils terminaux et des services de télécommunications non réservés, au sens des articles 68, 70, et 87 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

2° « marché informatique » : tout marché passé par un service public et ayant pour objet :

a) l'achat, la location-financement ou la location de matériel informatique;

b) l'achat, la location-financement ou la location de logiciels destinés à être utilisés avec les équipements visés au 1° ci-dessus;

c) les prestations de services ayant trait à la conception, au développement et à l'exploitation des systèmes informatiques;

d) la prolongation ou modification d'un marché informatique entraînant un surcoût d'au moins vingt cinq pourcent du montant du marché, tel que défini au 3° ci-dessus.

3° « montant d'un marché informatique » :

a) en cas d'achat d'équipements et de logiciels : le montant réel du marché;

b) en cas de location-financement d'équipements et de logiciels : la somme des remboursements à la société de location-financement, non compris la valeur de rachat éventuel;

c) en cas de location d'équipements et de logiciels : un montant égal à quatre fois le coût de location;

d) en cas de prestations de services : le montant réel ou estimé des prestations si la quantité ou la durée du marché sont connues ou quatre fois le coût annuel réel ou estimé des prestations si le marché est susceptible d'être reconduit périodiquement;

Les montants s'entendent hors T.V.A.

CHAPITRE II. — Mesures de coordination

Art. 3. La politique d'informatisation des services publics est fixée, conformément aux dispositions du présent arrêté, par le Conseil des Ministres.

Art. 4. Le plan général d'informatisation des services publics est consigné, sur proposition du Ministre, dans un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. Cet arrêté reprend les objectifs de la politique informatique et les mesures à prendre pour la réalisation de cette dernière.

Art. 5. Le Ministre surveille l'exécution du plan général d'informatisation des services publics et communique ses observations au Conseil des Ministres.

A cet effet, il peut se faire délivrer par les Ministres qui exercent sur les services publics l'autorité hiérarchique ou le pouvoir de contrôle, toutes les informations relatives à l'informatisation de ces services.

Le Ministre présentera annuellement un rapport concernant les résultats de ces activités au Conseil des Ministres.

Art. 6. Le Ministre est informé et peut être associé aux activités des représentants des services publics dans les organes nationaux et internationaux s'occupant de questions relatives à l'informatisation.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « openbare diensten » : de besturen, de diensten en de instellingen bedoeld in artikel 1;

2° « de minister » : de minister tot wiens bevoegdheid de informatisering van de openbare diensten behoort;

3° « A.B.I. » : het bij koninklijk besluit van 26 september 1991 opgerichte Adviesbureau voor Informatica;

4° « Interdepartementale Commissie » : de bij artikel 8 opgerichte « Interdepartementale Raadgevende Commissie voor Informatica »;

5° « Bevoegde minister » : de minister die het hiërarchische gezag of de controlebevoegdheid uitoefent over de overheidsdiensten.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « informatica » : het beheer en de geautomatiseerde verwerking van informatie, in de vorm van gegevens, teksten, beelden en stemmen, met inbegrip van kantoorautomatisering, met uitzondering van :

a) het loutere verzenden van informatie;

b) systemen of toestellen die deel uitmaken van een groter geheel dat een totaal andere bestemming heeft dan de gegevensverwerking en waarvan het deel gegevensverwerking minder dan de helft van de totale waarde uitmaakt;

c) de eindapparaten en de niet-gereserveerde telecommunicatiediensten, in de zin van de artikelen 68, 70, en 87 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

2° « informaticaopdracht » : elke opdracht gegund door een openbare dienst en met als voorwerp :

a) de aankoop, de financieringshuur of de huur van informatica-uitrusting;

b) de aankoop, de financieringshuur of de huur van software bestemd om met de hierboven onder 1° bedoelde uitrustingen aangewend te worden;

c) de dienstenprestaties die verband houden met de conceptie, de ontwikkeling en de exploitatie van informaticasystemen;

d) de verlenging of wijziging van een informaticaopdracht die aanleiding geeft tot een meerprijs van minstens vijftieng procent van het bedrag van de opdracht zoals bepaald onder 3° hierna.

3° « bedrag van een informaticaopdracht » :

a) in geval van aankoop van uitrustingen en van programmatuur : het reële bedrag van de opdracht;

b) in geval van financieringshuur van uitrustingen en van programmatuur : de som der terugbetalingen aan de financieringshuurmaatschappij, exclusief de waarde van de eventuele terugkoop.

c) in geval van huur van uitrustingen en van programmatuur : een bedrag gelijk aan vier maal de jaarlijkse kostprijs van de verhuuring;

d) in geval van dienstverrichtingen : het reële of geraamde bedrag van de opdracht, indien de hoeveelheid of de duur van de verrichtingen bekend is of viermaal de reële of geraamde jaarlijkse kostprijs van de verrichtingen, indien de opdracht voor periodieke verlengingen vatbaar is;

De bedragen zijn exclusief B.T.W.

HOOFDSTUK II. — Maatregelen met betrekking tot de coördinatie

Art. 3. Het informaticabeleid van de openbare diensten wordt, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, vastgesteld door de Ministerraad.

Art. 4. Het algemeen plan voor de informatisering van de openbare diensten wordt, op voorstel van de Minister, in een bij Ministerraad overlegd koninklijk besluit vastgelegd. Dit besluit geeft de doelstellingen van het informaticabeleid en de maatregelen ter uitvoering ervan weer.

Art. 5. De Minister houdt toezicht op de uitvoering van het algemeen plan voor de informatisering van de openbare diensten en deelt zijn bevindingen mede aan de Ministerraad.

Ter zake kan hij zich door de Ministers die het hiërarchisch gezag of de controlebevoegdheid uitoefenen op de openbare diensten alle inlichtingen ter hand laten stellen betreffende de informatisering van deze diensten.

Jaarlijks zal de Minister hierover verslag uitbrengen bij de Ministerraad.

Art. 6. De Minister wordt geïnformeerd over en kan betrokken worden bij de activiteiten van de vertegenwoordigers van de openbare diensten in nationale en internationale organen die zich buigen over aangelegenheden omtrent de informatisering.

Lorsque la politique d'informatisation d'un service public a une influence sur la politique informatique générale, le Ministre en assure la coordination en concertation avec les Ministres compétents.

Art. 7. A la demande du Ministre compétent, les services publics peuvent être aidés par le B.C.I. dans la définition et dans la gestion de leurs projets.

Pour l'accomplissement de ses missions, les services publics doivent apporter leur concours au B.C.I.

Les problèmes communs à plusieurs services publics peuvent, de l'assentiment du Ministre, être soumis au B.C.I., sur la proposition de la Commission Interdépartementale, et après accord des Ministres compétents.

Art. 8. § 1^{er}. Il est créé une Commission consultative interdépartementale en informatique. Cette commission est composée de fonctionnaires chargés de l'informatisation des services publics. Le Roi arrête les modalités de fonctionnement de la Commission Interdépartementale sur la proposition du Ministre.

Les ministres compétents désignent chacun un représentant à la Commission Interdépartementale. Celui-ci peut, le cas échéant, se faire assister par un ou plusieurs spécialistes.

Le président est nommé par le Roi, pour quatre ans, parmi les membres de la Commission.

Le secrétariat de la Commission est assuré par le fonctionnaire dirigeant du B.C.I.

Le fonctionnaire dirigeant du Service d'Administration Générale assiste aux réunions de la Commission avec une voix consultative.

§ 2. La Commission Interdépartementale examine les propositions que le Ministre désire soumettre, conformément aux dispositions de l'article 3, à l'approbation du Conseil des Ministres et lui communique ses observations à leur égard.

A la demande du Ministre ou d'initiative, la Commission Interdépartementale informe le Ministre de la situation informatique dans les services publics et lui propose toutes les mesures qu'il juge utiles.

Art. 9. Les services publics établissent les plans informatiques conformément au plan général d'informatisation des services publics.

Ces plans sont synthétisés dans des schémas-directeurs qui définissent les systèmes informatiques à développer et les conditions selon lesquelles ces développements auront lieu.

Les schémas-directeurs sont adaptés périodiquement en fonction des besoins et des contraintes. Ils sont communiqués par les Ministres compétents au Ministre, s'il en fait la demande.

CHAPITRE III. — *Marchés informatiques*

Art. 10. § 1^{er}. Lorsqu'un marché informatique atteint un montant estimé de plus de six millions de francs, le projet de cahier spécial des charges ou document en tenant lieu, l'estimation budgétaire, la situation du marché dans le schéma-directeur et éventuellement l'analyse fonctionnelle sont soumis, avant d'entamer toute procédure, à l'avis du B.C.I.

Le B.C.I. dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la demande, pour communiquer ses remarques et observations au Ministre concerné.

Sur décision motivée du B.C.I., le délai visé à l'alinéa 3 peut être porté à quarante cinq jours de calendrier.

L'avis du B.C.I. est réputé favorable à défaut d'une décision contraire notifiée au Ministre concerné dans les délais.

§ 2. Lorsque le Ministre compétent ne peut se rallier à l'avis du B.C.I., il présente le dossier pour avis au Ministre.

Le Ministre émet un avis dans les trente jours de calendrier, à dater de la réception du recours contre l'avis du B.C.I. A défaut, l'avis du Ministre est réputé favorable.

§ 3. Au cas où le Ministre compétent ne peut se rallier à l'avis de son Collègue, il soumettra la proposition au Conseil des Ministres.

Art. 11. Lorsque le marché informatique porte sur des fournitures dont le montant estimé est égal ou supérieur à soixante millions de francs, ou sur des services, dont le montant estimé est égal ou supérieur à vingt millions de francs, le dossier décrit à l'article 10, § 1^{er}, accompagné de l'avis du B.C.I., est soumis au Conseil des Ministres.

Wanneer het informaticabeleid van een openbare dienst invloed heeft op het algemeen informaticabeleid, neemt de Minister de coördinatieaspecten ervan op zich, in overleg met de bevoegde Ministers.

Art. 7. De openbare diensten kunnen op verzoek van de bevoegde Minister bijstaan worden door het A.B.I. bij de omschrijving en het beheer van hun projecten.

De openbare diensten moeten het A.B.I. bijstaan bij het vervullen van diens taken.

De gemeenschappelijke problemen van verscheidene diensten kunnen, met goedvinden van de Minister, worden voorgelegd aan het A.B.I., op voorstel van de Interdepartementale Commissie en na instemming van de bevoegde Ministers.

Art. 8. § 1. Er wordt een Interdepartementale Raadgevende Commissie voor Informatica opgericht. Die Commissie bestaat uit ambtenaren die belast zijn met de informatisering van de openbare diensten. De Koning stelt de werkwijze vast op voorstel van de Minister.

De bevoegde ministers wijzen ieder een vertegenwoordiger aan in de Interdepartementale Commissie. Deze kan zich in voorkomend geval door één of meer specialisten laten bijstaan.

De voorzitter wordt door de Koning uit de leden van de Commissie gekozen en voor vier jaar benoemd.

Het secretariaat van de Commissie wordt verzekerd door de leidende ambtenaar van het A.B.I.

De leidende ambtenaar van de Dienst Algemeen Bestuur woont de vergaderingen van de Commissie bij met raadgevende stem.

§ 2. De Interdepartementale Commissie onderzoekt de voorstellen die de Minister overeenkomstig het bepaalde in artikel 3, ter goedkeuring wil voorleggen aan de Ministerraad en deelt hem haar bevindingen ter zake mede.

Op verzoek van de Minister dan wel op eigen initiatief, informeert de Interdepartementale Commissie de Minister over de toestand van de informatisering in de openbare diensten en stelt hem alle maatregelen voor die hij nuttig acht.

Art. 9. De openbare diensten stellen de informaticaplannen op in overeenstemming met het algemeen plan voor de informatisering van de openbare diensten.

Deze plannen worden gesynthetiseerd in stuurplannen, waarin de te ontwikkelen informaticasystemen en de ontwikkelingsvoorwaarden en middelen worden omschreven.

Deze stuurplannen worden, in samenhang met de behoeften en de dwingende omstandigheden, periodiek aangepast. Zij worden door de bevoegde Ministers medegedeeld aan de Minister, indien hij erom vraagt.

HOOFDSTUK III. — *Informaticaopdrachten*

Art. 10. § 1. Wanneer de informaticaopdracht een geschat bedrag bereikt van meer dan zes miljoen frank, wordt het ontwerp van bestek of de als dusdanig geldende bescheiden, de budgettaire raming, de situering van de opdracht in het stuurplan en eventueel ook de functionele analyse voortdurend met welke procedure dan ook kan gestart worden, om advies voorgelegd aan het A.B.I.

Het A.B.I. beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het verzoek, om zijn opmerkingen en bevindingen mede te delen aan de betrokken Minister.

Op grond van een met redenen omklede beslissing van het A.B.I. kan de in het derde lid bedoelde termijn op vijftienveertig kalenderdagen worden gebracht.

Het advies van het A.B.I. wordt geacht gunstig te zijn bij ontstentenis van een tegengestelde beslissing, gezonden naar de betrokken Minister, na verloop van deze termijn.

§ 2. Wanneer de bevoegde minister niet kan instemmen met het advies van het A.B.I., legt hij het dossier om advies voor aan de Minister.

De Minister brengt een advies uit binnen dertig kalenderdagen na de ontvangst van het beroep tegen het advies van het A.B.I. Bij gebreke hiervan wordt het advies van de Minister geacht gunstig te zijn.

§ 3. Indien de bevoegde Minister niet akkoord kan gaan met het advies van zijn Collega zoals hiervoor gesteld, zal hij het voorstel aan de Ministerraad voorleggen.

Art. 11. Wanneer de informaticaopdracht betrekking heeft op leveringen waarvan het bedrag op zestig miljoen frank of meer wordt geraamd of betrekking heeft op diensten waarvan het bedrag op twintig miljoen frank of meer wordt geraamd, wordt het in artikel 10, § 1, omschreven dossier, vergezeld van het advies van het A.B.I., voorgelegd aan de Ministerraad.

Art. 12. Chaque ministre compétent notifie dans les soixante jours de calendrier au B.C.I. les marchés passés au nom de ses services, ainsi que les modifications et résiliations de ces marchés, quel qu'en soit le montant.

La notification mentionne :

- 1° l'objet et l'identification du marché;
- 2° le nom du fournisseur ou du prestataire de services à qui le marché a été attribué;
- 3° le nombre et l'identité des soumissionnaires;
- 4° le mode de passation du marché;
- 5° le montant total du marché.

Art. 13. Les Ministres compétents, les Inspecteurs des Finances, les Commissaires du Gouvernement et les délégués du Ministre des Finances peuvent également solliciter l'avis du B.C.I. à un autre stade de la procédure de passation d'un marché informatique.

L'avis peut aussi être demandé à propos de tout aspect de la politique d'informatisation.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 14. L'arrêté royal du 12 mai 1981 relatif à la coordination et aux moyens de contrôle de l'informatique dans les services publics est abrogé.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 16. Nos Ministres et Secrétaires d'Etat ayant l'informatisation des services publics dans leurs attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 septembre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
de la Modernisation des Services publics
et des Institutions scientifiques et culturelles nationales,

L. TOBACK

Art. 12. Iedere bevoegde minister stelt het A.B.I. binnen de zestig kalenderdagen in kennis van de namens zijn diensten gegunde informaticaopdrachten, alsook van de wijzigingen en de opzeggingen van deze opdrachten, welke ook het bedrag ervan zij.

In de kennisgeving wordt melding gemaakt van :

- 1° het onderwerp en de omschrijving van de opdracht;
- 2° de naam van de leverancier of van de dienstverlener aan wie de opdracht is gegund;
- 3° het aantal en de identiteit van de inschrijvers;
- 4° de wijze waarop de opdracht wordt gegund;
- 5° het totale bedrag van de opdracht.

Art. 13. De bevoegde Ministers, de Inspecteurs van Financiën, de Regeringscommissarissen en de afgevaardigden van de Minister van Financiën kunnen ook in andere stadia van de procedure inzake een informaticaopdracht een advies vragen van het A.B.I.

Het advies kan eveneens worden gevraagd over ieder aspect van het informaticabeleid.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 14. Het koninklijk besluit van 12 mei 1981 betreffende de coördinatie en de controlemiddelen van de informatica in de overheidsdiensten wordt opgeheven.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 16. Onze Ministers en Staatssecretarissen die de informatisering van de openbare diensten in hun bevoegdheid hebben zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 september 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
van de Modernisering van de Openbare Diensten
en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen,

L. TOBACK

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 91 — 3872

14 NOVEMBRE 1991. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 14 mars 1991, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, fixant les primes pour travail en équipes et de nuit des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de crème glacée (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 14 mars 1991, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, fixant les primes pour travail en équipes et de nuit des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de crème glacée.

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 91 — 3872

14 NOVEMBER 1991. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 maart 1991, gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, tot vaststelling van de premies voor ploegen- en nachtarbeid van de werklieden en werksters tewerkgesteld in de roomijsondernemingen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomst en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 14 maart 1991, gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, tot vaststelling van de premies voor ploegen- en nachtarbeid van de werklieden en werksters tewerkgesteld in de roomijsondernemingen.

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.